

*Initiatives ministérielles*

En 1976, Petro-Canada s'est lancée dans une intense campagne d'exploration dans l'Arctique et au large de la côte est. Les prix continueraient d'augmenter, pensait-on, et les avantages découlant de nouvelles découvertes importantes résultant de la concentration des efforts sur ces terres domaniales profiteraient directement à Petro-Canada et, partant, au Trésor fédéral.

On ne peut pas dire que les libéraux de Trudeau étaient contrits lorsque les Albertains firent remarquer que cette concentration des efforts dans les régions frontalières détournait l'activité et les emplois de leur bassin sédimentaire, situation que le Programme énergétique national est venu empirer radicalement au début des années 1980.

Les travaux d'exploration dans les régions frontalières étaient cependant risqués et épouvantablement coûteux. La dépendance envers le Trésor public qui en est résultée pour la nouvelle entreprise lui a suscité peu de défenseurs et beaucoup de critiques surnoises, surtout de la part de l'opposition conservatrice. Trudeau était loin de trouver cela amusant, et cela n'avait rien à voir avec l'idée que la direction de Petro-Canada se faisait de la sécurité. La solution aux deux problèmes consistait à permettre à l'entreprise de financer une partie de ses propres dépenses et il lui fallait pour cela entrer dans le lucratif secteur d'aval du raffinage et de la commercialisation.

En 1978, Petro-Canada a donc décidé d'acquérir la Pacific Petroleum. C'est peu dire que les conservateurs devinrent enragés. «Liquidez l'entreprise», exigeait Joe Clark. «Vendez-la. Donnez-la. Faites n'importe quoi, mais débarrassez-vous en.»

Et moins d'un an plus tard, les conservateurs ont eu leur chance, leur première. Mais bien qu'ils aient remporté les élections fédérales de 1979, Petro-Canada s'est révélée plus populaire ou, du moins, a tenu plus longtemps que M. Joe Clark en tant que premier ministre. Petro-Canada a survécu, contrairement au gouvernement mathématiquement handicapé de M. Clark.

Les libéraux sont retournés au pouvoir avec le Programme énergétique national et une injection de nouveaux fonds pour Petro-Canada, la majeure partie sous forme de subventions spéciales payées par de nouveaux impôts sur l'énergie.

Les libéraux ont remporté les élections en grande partie en raison de leur longue et virulente campagne contre ces impôts, qui avaient été proposés par les conservateurs dans leur malheureux budget qui préconisait «une austérité passagère pour un avenir assuré». Cela n'a pas été considéré comme un obstacle, mais seulement comme un mauvais moment à passer qu'il valait mieux oublier rapidement.

Voyant ce qui semblait être un chèque en blanc, de même que le besoin politique des libéraux d'installer des stations-service Petro-Canada dans l'est du Canada, la

société a acquis Petrofina en invoquant la canadianisation.

Combien cela a-t-il coûté? Seuls Petro-Canada et quelques initiés du Cabinet le savent. Pour leur part, le public canadien et le vérificateur général ne l'ont jamais su.

Des critiques acerbes de l'accord Petrofina et une période difficile pour le secteur pétrolier ont alors suivi. Petro-Canada a réagi en se serrant la ceinture, en réduisant ses coûts et son personnel et en se concentrant sur la rentabilité.

Quand les conservateurs de Mulroney sont arrivés au pouvoir en 1984—malgré leur recours efficace à des slogans nationalistes du genre «C'est à nous», «Le Canada d'abord» et «Réinjectez vos fonds dans le Canada»—Petro-Canada avait fondamentalement perdu de l'importance comme instrument de la politique officielle. Dorénavant, sous le régime conservateur qui refaisait surface, la société fonctionnerait sous un nouveau mandat commercial. Ainsi que l'indique le rapport annuel de 1984 de la société: «La société Petro-Canada ne doit pas être perçue à l'avenir comme un instrument permettant d'atteindre les objectifs politiques du gouvernement.» En bref, la société fonctionnerait maintenant comme n'importe quelle autre société pétrolière intégrée et au diable la politique gouvernementale.

Dans le même esprit, le gouvernement Mulroney a rapidement déréglementé l'industrie énergétique. Les contrôles des prix et des exportations ont été supprimés. L'Office national de l'énergie a été neutralisé. L'accord de libre-échange de 1988 a créé un marché énergétique continental intégré, complètement libre de toute intervention significative du gouvernement.

Puis, bien après que les souvenirs des bénéfices exorbitants pendant la crise énergétique eurent pâli, au moins jusqu'à la nouvelle crise du Moyen-Orient et l'apparition de son cortège d'augmentations du cours du pétrole en août dernier, les conservateurs, forts de leur second mandat, ont frappé. La société pétrolière nationale du Canada n'était plus acheteuse, mais offerte sur le marché comme un article fort intéressant.

Le couperet est tombé au moment du discours du budget du ministre des Finances le 20 février de cette année. La société Petro-Canada devait être privatisée.

Il est intéressant de noter que le 20 février est connu comme le jour où tous les habitants de l'hémisphère nord sortent de chez eux à midi pour crier à tue-tête. On dit que cela permet de chasser l'hiver, le froid et tous les désagréments de cette saison. De toute évidence, il y avait vraiment trop peu de participants au Canada.

Le jour suivant, le 21 février, l'honorable John McDermid, ministre chargé de la privatisation, a indiqué à la Chambre des communes la façon dont le gouvernement s'y prendrait, ainsi que les raisons de sa décision: «Elle»,